



Munich Personal RePEc Archive

fiscal space in Morocco: an estimation of fiscal effort using panel data model

AMEDJAR, Abderrahim and CHAKHAT, Zakaria and EL
BARROUZ, Bilal

Université Hassan 1er, Settat -Maroc, Université Hassan 1er, Settat
-Maroc, Université Sidi Mohamed Ben Abdellah, Fès -Maroc

5 August 2017

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/81266/>
MPRA Paper No. 81266, posted 13 Sep 2017 11:43 UTC

Evaluation de l'espace budgétaire au Maroc

Une analyse empirique à travers l'approche de l'effort fiscal

Abderrahim AMEDJAR¹, Zakaria CHAKHAT² et Bilal EL BARROUZ³

Résumé. Ce papier, traite la question de l'évaluation de l'espace budgétaire marocain à travers l'approche de l'effort fiscal, Cette problématique semble être pertinente dans un contexte comme celui du Maroc où la fiscalité génère l'essentiel des ressources du budget de l'Etat.

L'effort fiscal est un indicateur incontournable, car il permet concomitamment d'apprécier la capacité d'exploitation des ressources fiscales, et d'évaluer le ratio des recettes publiques effectives par rapport au niveau de prélèvement déterminé par les facteurs structurels.

Pour ce faire, nous avons eu recours à un modèle à effet aléatoire, durant la période de 1990-2012, les principaux résultats : Un effort fiscal positif traduit un niveau de prélèvement effectif supérieur au prélèvement attendu compte tenu des caractéristiques structurelles du pays. On en déduit que l'espace des recettes publiques est bien exploité.

Abstract. This paper, investigate the question of the evaluation of the Moroccan fiscal space by the way of the notion of fiscal effort. This issue seems to be necessary in a context as that of Morocco where taxes generates most of the resources of the budget State.

The fiscal effort is an unavoidable indicator because it simultaneously allows to asses the capacity to exploit fiscal resources and to situate actual government revenues in relation with level of levy determined by the structural factors.

In order to do this, we used a random-effect model, during the 1990-2012 period, the main results: A positive fiscal effort reflects an actual levy level higher than the expected levy given the structural characteristics of the country. From this we can deduce that the revenue space is well exploited.

Mots clés : Espace budgétaire ; effort fiscal ; données de panel ; Modèle à Effets Aléatoires.

Keywords : Fiscal Space; Tax Effort; Panel Data; Random Effect Model.

JEL Code : H60 ; H22 ; C23 ; C52

¹Professeur, Université Hassan 1^{er}, Settat (Maroc).

² Doctorant, Université Hassan 1er, Settat (Maroc).

³ Doctorant, Université Sidi Mohamed Ben Abdellah, Fès (Maroc).

Introduction

Les politiques d'ajustement structurel adoptées par de nombreux pays en développement à partir des années 80 n'ont pas donné de résultats satisfaisants sur le plan économique et social. En effet, De nombreux déséquilibres persistent encore, devant cette situation, la communauté internationale a réagi en fixant un ensemble d'objectifs dénommés « Objectifs du Millénaire pour le Développement » (OMD).

Ces derniers mettent en lumière les questions de la pauvreté et de l'exclusion des populations vulnérables, un sommet a été organisé à cet effet à New York en 2000. Son but est de mettre en œuvre les politiques adéquates permettant de réduire la pauvreté de moitié à l'horizon 2015.

Le Maroc s'est engagé dans cette perspective, et depuis quelques années, un vaste chantier de réformes économiques et sociales dans le but d'atteindre les objectifs fixés par la communauté internationale a été lancé, toutefois les résultats accomplis dans ce sens restent encore en deçà des attentes, et un travail ardu sur le plan social et économique reste à faire encore.

Par ailleurs, Il n'est pas inutile de rappeler que la réduction de la pauvreté et la lutte contre l'exclusion sous toutes ses formes nécessitent des ressources financières importantes, La mobilisation de ces moyens est aujourd'hui au centre des préoccupations des pouvoirs publics.

L'espace budgétaire s'avère comme un instrument efficace de la politique économique, est l'un des gisements de collecte de fonds nécessaires pour le financement de ce projet de développement social de grande importance. Son exploration devrait révéler l'efficacité des politiques à suivre à l'avenir dans la concrétisation des OMD. Ces dernières doivent s'appuyer essentiellement sur les ressources produites par les composantes internes de l'espace budgétaire marocain.

Il est considéré comme étant la marge qui permet au gouvernement d'affecter des ressources à la poursuite d'un objectif précis sans mettre en péril la viabilité de sa position financière (CERDI, 2005).

L'objectif de cet article est de fournir les résultats issues d'une estimation de l'espace budgétaire au Maroc et ce à travers un modèle économétrique de données de panel qui tente de réagir face à l'éventuelle problématique : Est-ce que le Maroc dispose d'un espace fiscal non encore exploité ?

1. L'espace Budgétaire, un instrument de politique économique : synthèse de la revue de littérature théorique et empirique :

La littérature constituée dans ce sens est très variée, les recherches menées semblent toutefois pouvoir être classées au regard des différents effets macroéconomiques de l'élargissement de l'espace budgétaire et leur contingence (effet d'intensité variable selon le type du système économique).

Ainsi, une forte instabilité des ressources budgétaire conduit au risque, ce qui met la vulnérabilité des ressources publiques en dent de scie. Ce constat a été développé par **Baunsgaard et Keen**, (2005) qui ont mis en lumière la question du niveau de ressources publiques vulnérables.

Dans le cadre de l'étude de l'élargissement de l'espace budgétaire et la vulnérabilité de l'équilibre des finances publiques, **Emran et Stiglitz**, (2005) ont mis l'accent sur le cas du risque de fortes distorsions fiscales.

En revanche, et pour pallier aux conséquences néfastes de l'instabilité des recettes publiques, **Bleaney et alii.**, (1995) ont insisté sur la prise en compte dans l'élargissement de l'espace budgétaire de ce constat.

Le présent travail de recherche tente de cerner la problématique des effets macroéconomiques de l'élargissement de l'espace budgétaire, Aussi, et vu la pénurie d'une littérature empirique traitant la question dans le contexte marocain, l'étude de **Z.Chorfi**⁴ s'étant attardé sur les contraintes de financement et le poids des dépenses publiques pour cerner la marge de manœuvre budgétaire. **JF. Brun, G. Chambas et F. Mourji**⁵(2007) ont traité la problématique d'évaluation de l'espace budgétaire du Maroc via un modèle économétrique. Concernant notre travail, nous allons rapprocher les effets de l'élargissement de l'espace budgétaire au Maroc à travers la notion d'effort fiscal.

⁴Chorfi Z (1999), « Entre les contraintes de financement et le poids des dépenses », Centre National de Documentation (Maroc), Document n 017577.

⁵ Brun J-F., Chambas G., Mourji F (2007), « Garantir l'espace budgétaire pour le développement humain au Maroc », centre d'études et de recherches sur le développement international, Document de travail de la série études et documents, E2007.33.

Tableau 1 : Revue de littérature sur les effets possibles lors de l'évaluation de l'espace budgétaire

Auteurs	Pays	Année de publication	Méthodologie	Résultats
Banque Africaine de Développement	Cameroun	2008	Régression linéaire multiple	Les ressources mobilisées par l'Etat donnent lieu à une production de biens publics largement inférieure à celle qui pourrait être réalisée
PNUD	Pays en voie développement	2005	Régression linéaire multiple	Effort fiscal des pays à revenu intermédiaire est stable et proche de 0 et impacte l'efficacité de la politique économique des pays en voie de développement objet de l'étude
Honoré Ahishakiye	Burundi	2006	--	La dépendance du Burundi par rapport au financement des bailleurs de fonds soulève des inquiétudes relatives à la pérennité et à la stabilité de ces financements.
Geoff Handley	Afrique de l'Ouest et du Centre	2009	simulations en termes de coûts de transferts en espèces (% du PIB et des dépenses courantes)	Les trois pays de faible revenu (le Ghana, le Mali et le Sénégal) constituent le groupe pour lequel la viabilité budgétaire de grands programmes de protection sociale est plus problématique.

Source : présenté par nous mêmes

Cette littérature révèle des effets importants de l'élargissement de l'espace budgétaires sur le côté social, mais serait-il optimal d'augmenter les ressources fiscales, sans entrainer des effets sociaux néfastes (augmentation de la pauvreté, aggravation des inégalités) et sans accroître les distorsions économiques ? Telle est une des questions fondamentales qui suscite l'intérêt donné au développement de l'espace fiscal.

2. L'effort fiscal et mesure du degré du prélèvement public

Lotz et Morss⁶(1967), avaient introduit le concept d'effort fiscal avec comme centre d'intérêt l'étude du ratio fiscal international, et ils ont appliqué cette problématique empiriquement.

Avec p le taux de prélèvement, \hat{p} le taux de prélèvement structurel et ε l'effort fiscal, on peut donc écrire :

⁶Lotz J- R., et Morrs E- R. (1967), «Measuring 'Tax Effort' in Developing Countries », IMF Staff Papers, Vol. 14, No. 3, pp. 478 - 499.

$$p = \hat{p} + \varepsilon \quad (1)$$

À partir de là, on peut évaluer les composantes du prélèvement public. D'une part, ce prélèvement se définit par les facteurs structurels (potentiel fiscal ou capacité contributive) et d'autre part, l'effort fiscal qui résulte de la politique économique.

Le concept d'effort fiscal permet de calculer l'exploitation des pays de leur potentiel de recettes publiques. À cette fin, il faut différencier entre la part des ressources publiques définie par des facteurs structurels de la part des ressources publiques définie par la politique économique et l'action de l'État en général (*Brun et al, 2006*). Le taux de prélèvement d'une économie (i) à la date (t), $TP_{i,t}$ est déterminé à la fois par le potentiel fiscal de l'économie (i) à la date (t), ($PF_{i,t}$) et par l'effort fiscal consenti ($EF_{i,t}$), qui peut être déterminé de manière additive par rapport au potentiel fiscal :

$$\text{soit } : TP_{ij} = f(PF_{ij}, EF_{ij}) = PF_{i,t} + EF_{i,t} \quad (2)$$

La détermination du potentiel fiscal se fait par des caractéristiques structurelles des économies, appréhendées par les variables ($X_{i,t}^j$) sur lesquelles les politiques influencent légèrement à court terme. Au contraire, l'effort fiscal dépend par définition des facteurs qui peuvent être conditionnés par l'action du gouvernement. Les différentes variables affectant le prélèvement et relevant de l'influence directe ou indirecte de l'Etat sont notées ($Z_{i,t}^k$). Il existe Deux méthodes pour identifier l'effort fiscal et ses déterminants, dont l'aide fait partie.

Une première méthode (en deux étapes) consiste à identifier les facteurs du taux de prélèvement structurel et de l'effort fiscal à travers deux estimations consécutives. Dans une première étape, le taux de prélèvement est régressé seulement sur ses déterminants structurels :

$$(X_{i,t}^j).TP_{i,t} = \alpha + \sum \beta^j . X_{i,t}^j + \hat{\mu}_{i,t} b \quad (3)$$

La valeur du taux de prélèvement prédite à partir de l'équation précédente mesure le potentiel fiscal. L'effort fiscal est donc le résidu $\mu_{i,t}$ de cette équation :

$$EF_{i,t} = \lambda + \sum y^k . Z_{i,t}^k + v_{i,t} \quad (4)$$

Par construction, la moyenne des résidus ($\hat{\varepsilon}$) pour la totalité de l'échantillon étant nulle, l'effort fiscal doit s'interpréter de manière relative. La norme de référence est composée d'un

comportement moyen de l'ensemble du panel pays-années retenu. Ainsi pour un pays donné, un résidu négatif signifie que le pays en question indique un effort fiscal inférieur à la norme (et inversement lorsque le résidu est positif).

Enfin, si le résidu est nul, le pays consent un effort fiscal en conformité avec la moyenne de l'échantillon : une situation fiscale défailante mais une politique de mobilisation fiscale présentant une efficacité similaire à la moyenne.

La seconde méthode consiste à évaluer l'effet des variables de potentiel fiscal et d'effort dans une seule équation (méthode en une étape). Cette méthode sera utilisée pour tester la puissance des résultats obtenus.

3. Données et Méthodologie

Échantillonnage

L'échantillon utilisé se compose de données relatives à plusieurs pays et à une période de temps importante (données de panel pour 10 pays pour la période de 1990-2012). L'estimation utilise les méthodes de données de panel.

Tableau 2 : Evolution de la pression fiscale calculée selon le ratio (recettes fiscales / PIB)

	1990-1994	1995-1999	2000-2004	2005-2009	2010-2012
Algérie	26,77	28,53	30,98	34,75	35,92
Bulgarie	18,45	16,95	18,54	23,84	19,25
Egypte	16,79	16,56	13,90	15,23	13,77
Inde	9,65	8,96	8,93	11,28	9,88
Jordanie	19,97	19,54	18,88	23,21	15,38
Maroc	22,16	20,75	19,67	23,75	23,90
Pakistan	12,83	13,16	10,30	9,67	9,75
philippines	15,15	16,07	12,98	13,85	12,47
Thaïlande	16,180	15,250	14,300	16,64	16,68
Tunisie	20,52	20,56	21,12	21,25	20,58
Echantillon	17,85	17,63	16,96	19,35	19,29

Source : Données de la Banque Mondiale, calculées par nous-mêmes

Présentation des hypothèses de recherche

Nous allons donc effectuer une estimation des ressources fiscales mobilisables à partir des taux effectifs des ressources ordinaires. Notre règle de décision se base sur deux hypothèses :

- **H1** : Un effort fiscal positif traduit un niveau de prélèvement effectif supérieur au prélèvement attendu compte tenu des caractéristiques structurelles du pays. On en

déduit que l'espace des recettes publiques est bien exploité dans ce pays et que pour dégager des recettes supplémentaires, il faudrait mettre en œuvre des politiques de mobilisation de recettes plus actives que celles menées par l'échantillon.

- **H2** : Par contre, un effort fiscal proche de zéro signifie que les autorités du pays ont adopté des politiques de mobilisation fiscale dont le degré d'efficacité est proche du niveau moyen de l'ensemble de l'échantillon. Ce qui veut dire que l'espace de ses ressources fiscales est pleinement exploité.

Le choix des variables

L'évolution de la fiscalité potentielle peut être expliquée par de nombreuses variables structurelles, parmi ces variables, on trouve le niveau de développement représenté par deux variables : le **PIB/tête**, et **la part de la valeur ajoutée agricole** dans le PIB, ensuite **le taux d'ouverture commerciale**, et le degré de monétarisation de l'économie représenté par **l'agrégat M3**. Ces informations sont tirées de différentes bases de données à savoir celle du Fonds Monétaire International (FMI), de la Banque Mondiale, ainsi que la base de données Chlem.

4) Estimation de l'espace fiscal

L'équation économétrique du taux de prélèvement fiscal peut être représentée de la manière suivante :

$$pf = \beta_{1it} + \beta_{2it}pib + \beta_{3it}timp + \beta_{4it}vaag + \beta_{5it}expmp + \varepsilon_{it} \quad (5)$$

D'où :

pf_{struc} : Taux potentiel de prélèvement fiscal

pib_t : PIB par tête

$timp$: Taux d'importation

$vaag_t$: Valeur ajoutée agricole

$expmp_t$: Part des exportations minières et pétrolières dans les exportations totales

Ces coefficients interviennent explicitement dans le terme β_{1it} de la manière suivante :

$$\beta_{1it} = \beta_1 + \alpha_i + \varepsilon_t \quad (6)$$

Avec β_1 est une constante indépendante du temps et de l'individu, α_i représente l'effet individuel qui peut être fixe ou aléatoire et ε_t représente l'effet spécifique temporel.

i) Analyse de la stationnarité

Tableau 3 : Résultats des tests de stationnarité

	Levin, Lin et Chu		Im, Pesaran et Shin	
	Au niveau au seuil de 5%	En différences premières	Au niveau au seuil de 5%	En différences premières
Pression fiscale	0,433	0,000	0,766	0,000
PIB par tête	0,098	0,000	0,871	0,000
Taux d'importation	0,187	0,000	0,444	0,000
Part de la VA agricole	0,189	0,000	0,189	0,000
Part des exportations minières et pétrolières	0,175	0,000	0,439	0,000

Source : sortie du logiciel Eviews 9

On remarque après une première différenciation que nos séries sont stationnaires et intégrées d'ordre (1), ceci est justifié par les probabilités qui sont toutes inférieures au seuil de 5%.

ii) Analyse de la Co-intégration

Dans notre cas et selon les probabilités mentionnées sur la sortie d'Eviews, on rejette l'hypothèse nulle et par conséquent on atteste la Co intégration des différentes variables. Quant au deuxième test vient pour confirmer que les variables candidates pour le modèle sont Co intégrées. Le test se fait sur la base de deux hypothèses : une hypothèse nulle qui conteste toute Co intégration entre les données qu'on peut nommer H_0 , et une hypothèse alternative qui certifie l'existence d'une relation à long terme et par conséquent une Co intégration (H_1).

iii) Test de spécification des effets individuels

Tableau 4 : Test de présence des effets individuels

Test que tous les coefficients des effets individuels sont nuls :

H0 : présence d'homogénéité des données :

F (9,176)=83,950

Prob>F = 0,0000

Source : sortie du logiciel STATA

Ainsi, à travers les résultats du test effectué, on constate que la statistique de Fisher est hautement significative, ce qui montre une présence d'hétérogénéité entre les coefficients du modèle.

iv) Effets fixes versus effets aléatoires

Le test d'Hausman est l'un des tests de spécification qui permet de déterminer si les coefficients des deux estimations (fixes et aléatoires) sont statistiquement différents.

La stratégie de ce test consiste à comparer la matrice de variance-covariance des deux estimateurs. Le résultat est une statistique qui suit asymptotiquement (quand N tend vers l'infinie) une loi de Khi deux à K-1 degré de liberté. La statistique empirique de ce test est calculée par la formule suivante :

$$H = (\widehat{\beta}_1 - \widehat{\beta}_2)' [var(\widehat{\beta}_1 - \widehat{\beta}_2)]^{-1} (\widehat{\beta}_1 - \widehat{\beta}_2) \quad (7)$$

Tableau 5 : Résultats du test d'Hausman

	(b) test	(B)	(b-B) difference	Sqrt(diag(V_b-V_B))S.E.
PIB par tête	0,01096	0,01565	0,04697	0,00000
Part de la VAAG	-0,06145	-0,06944	-0,00799	0,00587
Taux d'importation	0,12396	0,14010	-0,01614	0,00802
Part des exportations minières et pétrolières	0,07642	0,06770	0,00872	0,00780

b=consistent under Ho and Ha ; obtained from xtreg

B= inconsistent under Ha, efficient under Ho, obtained from xtrg

Test d'Hausman

Ho : difference in coefficients not systematic

$$\text{Chi2 (4)} = (\mathbf{b}-\mathbf{B})'(\mathbf{V}_b-\mathbf{V}_B)^{-1}(\mathbf{b}-\mathbf{B})$$

$$= 2,660$$

$$\text{Prob}>\text{ch2} = 0,61630$$

Source : Sortie du logiciel STATA.

Pour l'échantillon considéré, la réalisation de la statistique du test d'Hausman est de 2,66 étant donné que le modèle comporte quatre variables explicatives (K=4) ; elle suit une loi X^2 avec deux degrés de liberté. Avec une probabilité de 61% supérieure à 5%, on ne peut donc rejeter l'hypothèse nulle, ce qui signifie qu'au seuil de 5% il existe un effet aléatoire.

Tableau 6 : Résultats d'estimation du modèle à effets aléatoires

Variables explicatives	Coefficients	Std, Error	t-statistic	Prob
Constante	2,2343	0,2360	9,4677	0,0000
PIB par tête	0,0157	0,0139	1,1268	0,2613
Part de la VAAG	-0,0694	0,0395	-1,9589	0,0404
Taux d'importation	0,1401	0,0430	3,2562	0,0013
Part des exportations minières et pétrolières	0,0677	0,0163	4,1445	0,0001
R ² :				
Within	0,1593	Random effects u_i-Gaussian		
Between	0,3528	Wald khi2 (3) =39,42		
Overall	0,5216	Prob>khi2 =0,000		
Effets aléatoires :				
Maroc	<u>0,237</u>			
Algérie	0,484			
Bulgarie	0,115			
Egypte	-0,162			
Inde	-0,551			
Jordanie	-0,070			
Pakistan	-0,089			
Philippines	-0,085			
Thaïlande	-0,020			
Tunisie	0,141			

Source : Sortie du logiciel STATA.

v) Analyse des effets individuels sur les recettes fiscales potentielles

La valeur de la constante (2,23) mesure la valeur moyenne de la composante d'erreur aléatoire. La valeur de l'effet aléatoire du Maroc (+0,24), par exemple indique de combien l'élément d'erreur aléatoire du Maroc diffère de la valeur moyenne de l'échantillon. Une interprétation identique s'applique aux autres valeurs des effets aléatoires.

Ainsi, on constate que l'écart le plus remarquable par rapport à la moyenne de l'échantillon, est enregistré par l'Algérie (+0,48) exportateur de pétrole, suivie du Maroc (+0,24) et de la Tunisie (+0,14). Par contre les pays asiatiques de l'échantillon ont enregistrés des écarts presque nuls.

Par construction du MEA (modèle à effets aléatoires), la moyenne des résidus pour l'ensemble de l'échantillon étant nulle, l'effort fiscal doit s'interpréter de manière relative. La norme de référence est constituée par un comportement moyen de l'ensemble du panel pays-année retenu : pour un pays donné, un résidu négatif signifie donc que le pays considéré consent un effort fiscal inférieur à la norme (l'échantillon) et inversement lorsque le résidu est positif.

Ainsi, étant donné α_i l'effet aléatoire relatif au pays i , affiché dans le tableau d'estimation de l'effort fiscal par pays s'écrit comme suit :

$$\log(pf_{it}) = 2,2343 + \alpha_i + 0,0157 \log(pibt_{it}) + 0,0694(vaag_{it}) + 0,1401 \log(timp_{it}) + 0,0677 \log(expmp_{it}) \quad (2.39) \quad (8)$$

Apartir de cette expression, on déduit le potentiel fiscal du pays i qu'on retranche du prélèvement effectif pour déterminer l'effort fiscal. Comme cela est usuel dans ce type d'étude, on présente des résultats constitués des moyennes des variables calculées sur des périodes quinquennales

Tableau 7 : Evolution de l'effort fiscal

	1990-1994 ⁷	1995-1999	2000-2004	2005-2008	2009-2012	2009-2012
Maroc :	1,07	-0,03	-1,27	1,17	4,30	2,08
- fiscalité potentielle	21,08	20,78	20,94	22,58	23,58	23,79
- fiscalité effective	22,16	20,75	19,67	23,75	27,98	25,87

⁷Les données représentent des moyennes arithmétiques sur des périodes de cinq ans.

Algérie	-2,68	0,14	1,55	4,06	15,44	10,76
Bulgarie	0,61	-0,81	-0,80	2,49	2,74	1,87
Egypte	0,30	0,59	-0,90	0,16	-0,28	0,21
Inde	0,76	-0,40	-0,99	0,41	1,30	2,04
Jordanie	0,04	-0,77	-1,26	3,02	-1,90	1,45
Pakistan	1,07	1,72	-0,78	-2,15	-2,59	2,72
Philippines	0,64	1,63	-1,16	-1,23	-0,72	-0,33
Thaïlande	1,40	0,39	-1,57	-0,13	-0,38	1,17
Tunisie	0,03	0,34	0,36	-0,63	-0,26	-0,98

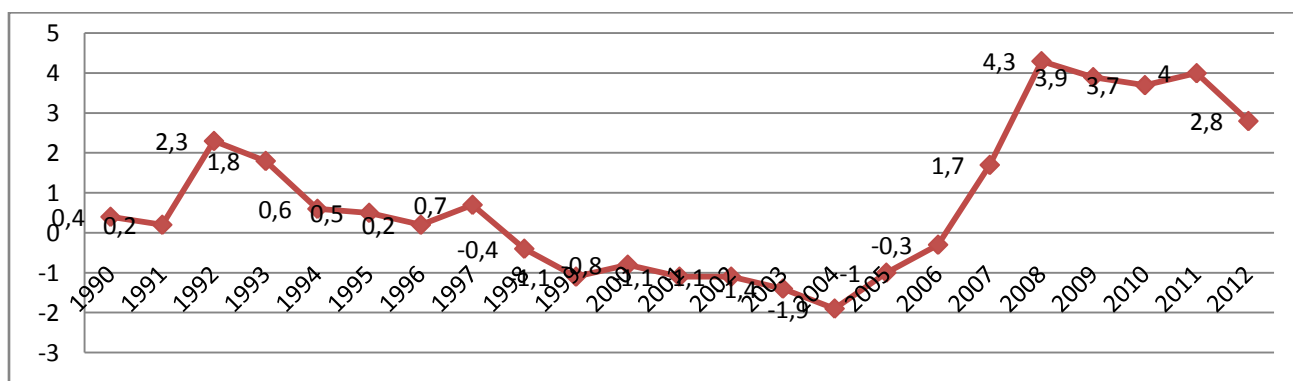
Source : Données calculées par nous-mêmes

Un effort fiscal positif traduit un niveau de prélèvement effectif supérieur au prélèvement attendu compte tenu des caractéristiques structurelles du pays. On en déduit que l'espace des recettes publiques est bien exploité dans ce pays et que pour dégager des recettes supplémentaires, il faudrait mettre en œuvre des politiques de mobilisation de recettes plus actives que celles menées par l'échantillon.

Par contre, un effort fiscal négatif correspond à un prélèvement effectif inférieur à celui attendu compte tenu des caractéristiques structurelles du pays. Un espace de recettes supplémentaire peut certainement être dégagé en adoptant une politique de mobilisation similaire à celle des autres pays de l'échantillon.

Une stabilisation de l'effort fiscal proche de zéro signifie que les autorités du pays ont adopté des politiques de mobilisation fiscale dont le degré d'efficacité est proche du niveau moyen de l'ensemble de l'échantillon. Ce qui veut dire que l'espace de ses ressources fiscales est pleinement exploité

Graphique 1: l'évolution de l'effort fiscal au Maroc



Il faut reconnaître qu'une analyse menée uniquement à partir des prélèvements publics observés⁸ n'est pas pleinement satisfaisante dans la mesure où une partie importante du niveau de recettes publiques dépend de facteurs structurels⁹ sur lesquels la politique économique ne peut agir à court terme-, tandis que la part résiduelle (effort fiscal) est déterminée des facteurs largement dépendants de la politique économique. Autrement dit, détecter si un espace supplémentaire de recettes peut être dégagé dans un pays spécifique suppose de répondre à la question suivante : comment se situent les recettes publiques effectives par rapport au niveau de prélèvement déterminé par les facteurs structurels ?

Selon les tests de spécification des effets individuels, le modèle à effets aléatoires est préféré à celui des effets fixes et des effets communs pour expliquer l'évolution de l'effort fiscal au niveau de chaque pays de l'échantillon. Les résultats d'estimations ont permis de conclure que la mobilisation du potentiel fiscal au Maroc, dans les dernières années, était effective et que l'espace des recettes publique est bien exploité et que notre pays a même mobilisé au delà de son potentiel. Il en résulte que la politique économique a été favorable à la mobilisation fiscale et a permis le recouvrement de ressources publiques supplémentaires et ainsi de mieux exploiter le potentiel des ressources, en effet, entre 1998 et 2006, l'effort fiscal négatif indiquait un espace de ressources publiques sous-exploité. La réforme fiscale initiée depuis l'année 2005 a incité les autorités marocaines à mettre en œuvre des politiques de mobilisation de recettes similaires à celles menées par l'échantillon pour dégager des recettes supplémentaires.

Nos résultats convergent vers l'analyse faisant appel à des évaluations de taux de pression fiscale effectif sur la base de comparaison internationale et aussi le concept d'effort fiscal conduit à conclure à l'absence d'un espace supplémentaire significatif de ressources fiscales. Cette conclusion est en harmonie avec l'orientation en faveur d'une stabilisation du taux de pression fiscale retenue dans le rapport «50 ans de développement humain, 2025 ».

Cependant, cette conclusion pourrait être remise en question par une optimisation au niveau de l'ensemble des finances publiques, ce qui ouvre la porte à une véritable mise en perspective de cette recherche.

⁸Il s'agit des prélèvements observés (ou prélèvements effectifs) par opposition à des niveaux de prélèvement estimés conditionnellement à des facteurs structurels (potentiel fiscal)

⁹Il s'agit d'une appréciation relativement à la moyenne du panel pris en référence

Conclusion

L'ouverture de l'économie nationale sur son environnement international l'expose, à l'instar de tous les Etats, aux répercussions de la crise financière sur les secteurs liés à la demande extérieure, ce qui s'est traduit par une aggravation du déficit du compte courant de la balance des paiements.

Pour cela l'exploration des possibilités offertes par l'espace fiscal marocain s'impose. Il s'agit en particulier d'apprécier la capacité de l'Etat à préserver son espace de ressources publiques dans un contexte de baisse des ressources tarifaires.

Pour se faire, nous avons utilisé une approche d'économétrie de panel cylindrique, basée sur une analyse de comparaison internationale entre 10 pays en développement.

D'après les tests de spécification des effets individuels, nous pouvons dire que le modèle à effets aléatoires est préférable à celui des effets fixes et des effets communs pour expliquer l'évolution de l'effort fiscal au niveau de chaque pays de l'échantillon. Les résultats d'estimation ont permis de conclure que la mobilisation du potentiel fiscal au Maroc, dans les dernières années, était effective et que l'espace des recettes publiques est bien exploité et que notre pays a même mobilisé au-delà de son potentiel. En effet, entre 1998 et 2006, l'effort fiscal négatif indiquait un espace de ressources publiques sous-exploité. La réforme fiscale initiée depuis l'année 2005 a incité les autorités marocaines à mettre en œuvre des politiques de mobilisation de recettes similaires à celles menées par l'échantillon pour dégager des recettes supplémentaires.

Cet effort fiscal positif incite à conclure à la difficulté de mobiliser des ressources publiques supplémentaires. Il s'agit d'une appréciation relativement à la moyenne du panel pris en référence. Ainsi, selon le critère de l'effort fiscal, on en induit que l'espace de ressources publiques du Maroc a été surexploité au cours des dernières années et par conséquent rechercher un développement supplémentaire de l'espace des ressources publiques propres serait un remède nécessaire pour affronter le risque de distorsions fiscales excessives.

BIBLIOGRAPHIE

Alhuazit., BonninT., Coutet C. et Pariaud R. (2009), « le New Public Management en Question », Problématique : L'Application du New Public Management est-elle Adaptée aux Organisations Publiques Françaises d'Aujourd'hui ?

Ben saad, M. (2012), « Quelle Efficacité de l'Aide Publique au Développement ? Le cas du Ghana », Mémoire de Fin d'Etudes pour l'obtention du Master 1 en Economie Appliquée au Développement, Université du Sud Toulon Var.

Brun J-F., Chambas G., Mourji F.(2007), « Garantir l'espace budgétaire pour le développement humain au Maroc », centre d'études et de recherches sur le développement international, Document de travail de la série études et documents, E2007.33.

Chakraborty, P. (2007), « Policy Space, Fiscal Space, and Financing for NREGA », National Institute of Public Finance and Policy, New Delhi.

Chorfi Z.(1999), « Entre les contraintes de financement et le poids des dépenses : Quelle marge de manœuvre budgétaire ? », Centre National de Documentation (Maroc), Document n 017577.

Hausman, J.A (1978), « specification tests in econometrics », Journal of the Econometric Society.

Heller, P. (2005), « Comprendre le Concept d'Espace Budgétaire », Document de Synthèse du FMI.

Heller, P. (2005) « Espace Budgétaire », L'ABC de l'Economie.

Heuty, A. (2006), « Politiques Budgétaires et Réduction de la Pauvreté : Garantir l'Espace Budgétaire pour les OMD et Budgétisation à Moyen Terme », PNUD.

Jansen, K. et, KhannabhaC.(2009),« The Fiscal Space of Thailand, An Historical Analysis », UNDP Project.

Linde, G.(2011), « Espace budgétaire et Stratégies de Développement », Rapport Présenté au Forum Fiscal Africain Organisé par la Trésorerie Nationale d'Afrique du Sud et le FMI.

Ministère d'Economie et des Finances, (2007), « Compte Rendu de l'Atelier Technique sur la Mobilisation de l'Espace Budgétaire au Maroc », première intervention de Monsieur CHAFIKI, M : Présentation du projet global du PNUD sur la mobilisation des ressources domestiques dans l'objectif de garantir l'espace budgétaire pour les OMD dans les PVD.

Roy, R. A, Heyty.et E, Letouze(2007), « Fiscal Space For What? Analytical Issues From a Human Development Perspective », Paper for the G-20 Workshop on Fiscal Policy-Istanbul.

ROY, R., Ismail A. Et, Ramos R. (2011), « Y at-il un espace budgétaire pour une transformation de développement arabe ? », le Journal d'Economie Politique.

Timothy, P. K, Hanson. et D, Mcintyre(2012), « Fiscal Space for Health, A Review of the Literature », Working Paper.